

## **Plan Régional Partiel relatif à l'énergie éolienne dans la cadre du Plan Régional Uniforme Rhin-Neckar (2ième consultation et mise à disposition du public) (état des travaux Décembre 2025)**

### **Préambule**

La protection du climat est un défi qui concerne l'ensemble de la société et une tâche centrale de l'aménagement et du développement régionaux. L'urgence de prendre des mesures de protection du climat est née des effets considérables de l'augmentation anthropique de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'air et des changements climatiques qui en résultent, avec leurs conséquences dramatiques. Il est donc logique de réduire la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'air. Pour y parvenir, outre la réduction active de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'air, qui est la mesure la plus pertinente, par exemple en encourageant la fixation naturelle du CO<sub>2</sub>, il est également nécessaire de réduire la production de CO<sub>2</sub>. La transition énergétique vise à garantir à l'avenir un approvisionnement énergétique neutre sur le plan climatique tout en s'affranchissant des importations de combustibles, de carburants et de combustibles fossiles. Le développement des énergies renouvelables constitue un élément important à cet égard.

Avec la loi sur les énergies renouvelables (EEG) 2023, le développement des énergies renouvelables prend une importance nettement plus grande que par le passé. L'article 2 de l'EEG stipule l'intérêt public prépondérant de l'utilisation des énergies renouvelables et régit également, dans sa deuxième phrase, une « priorité » temporaire des énergies renouvelables dans la pondération des biens à protéger. Il stipule en outre que les installations servent la sécurité publique. Avec la loi sur les énergies renouvelables (EEG) 2023, le développement des énergies renouvelables prend une importance nettement plus grande que par le passé. La construction et l'exploitation d'installations d'énergies renouvelables relèvent ainsi de l'intérêt public supérieur ; les installations servent la sécurité publique. L'article 2 de l'EEG ne change rien au fait qu'une pondération ouverte selon l'article 1, paragraphe 7, du code de la construction (BauGB) ou l'article 7, paragraphe 2, phrase 1, de la loi sur l'aménagement du territoire (ROG) doit avoir lieu, dans laquelle tous les intérêts publics et privés doivent être mis en balance les uns par rapport aux autres. Dans le cadre de cette pondération, il convient de prendre en compte de manière appropriée le poids de chaque intérêt (guide pratique pour l'application de la loi visant à augmenter et à accélérer le développement des installations éoliennes terrestres (Arbeitshilfe zum Vollzug des Gesetzes zur Erhöhung und Beschleunigung des Ausbaus von Windenergieanlagen an Land (sog. Wind-an-Land-Gesetz) (Arbeitshilfe Wind-an-Land) adopté par la commission technique de l'urbanisme et la commission des affaires juridiques et des procédures de la conférence ministérielle sur l'aménagement du territoire le 3 juillet 2023, 3.2.4 Impact de l'article 2 de la loi EEG sur la désignation des zones, page 12).

Conformément à l'article 2, paragraphe 4, de la loi allemande sur l'aménagement du territoire (ROG), l'aménagement du territoire doit tenir compte des exigences spatiales pour un approvisionnement énergétique économique, sûr et respectueux de l'environnement. À cette fin, l'aménagement du territoire doit, conformément à l'article 2, paragraphe 6, de la ROG, prendre en compte les exigences spatiales de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique et, entre autres, créer les conditions spatiales nécessaires au développement des énergies renouvelables.

Le 1er février 2023, la loi visant à accroître et à accélérer le développement des installations éoliennes terrestres du 20 juillet 2022 (BGBl. I p. 1353) - complétée depuis par la loi du 8 octobre 2022 (BGBl. I p. 1726), par la loi du 4 janvier 2023 (BGBl. 2023 partie I n° 6) et par la ROGÄndG du 28 mars 2023 (BGBl. 2023 partie I n° 88) - par laquelle la Fédération a adopté un nouveau régime pour la planification et l'autorisation des éoliennes. La loi vise à ce que, d'ici 2032, 2 % du territoire fédéral soient consacrés à l'énergie éolienne terrestre grâce à des plans d'aménagement dans les Länder.

Ce paquet réglementaire, également appelé « législation Wind-an-Land » (loi sur l'énergie éolienne terrestre), comprend notamment la nouvelle loi sur les besoins en surfaces pour l'énergie éolienne (WindBG), des modifications du code de la construction (en particulier les articles 245e et 249 du BauGB) et des modifications de la loi sur l'aménagement du territoire (article 27, paragraphe 4, du ROG).

Parallèlement, la quatrième loi modifiant la loi fédérale sur la protection de la nature du 20 juillet 2022 a été promulguée, avec notamment des modifications de la loi fédérale sur la protection de la nature (en particulier les articles 26, paragraphe 3, et 45b de la BNatSchG) et des modifications de la loi fédérale sur la protection contre les émissions (article 16b de la BImSchG). Ces lois fédérales seront désormais complétées par des réglementations au niveau des Länder.

La loi sur les besoins en surfaces pour l'énergie éolienne (WindBG) a ainsi fixé pour la première fois des objectifs concrets en matière de surfaces pour le développement de l'énergie éolienne à l'échelle nationale. Deux valeurs de contribution en surface ont été fixées pour chaque Land, que celui-ci doit atteindre aux dates butoirs du 31 décembre 2027 et du 31 décembre 2032.

Les Länder ont ainsi eu la possibilité d'atteindre eux-mêmes les valeurs de contribution foncière ou de déléguer cette tâche aux organismes chargés de la planification régionale ou de l'aménagement du territoire. Le Bade-Wurtemberg, la Hesse et la Rhénanie-Palatinat ont décidé de déléguer cette tâche aux responsables de la planification régionale, confiant ainsi à Verband Region Rhein-Neckar (VRRN) (en tant qu'organisme responsable de l'aménagement du territoire régional) la mission d'atteindre les valeurs de contribution par unité de surface pour l'utilisation de l'énergie éolienne.

Dans la loi sur la protection du climat et l'adaptation au changement climatique (KlimaG BW), le Land de Bade-Wurtemberg s'est fixé un objectif ambitieux. La valeur finale de contribution des surfaces de 1,8 % à la date butoir du 31 décembre 2032 doit être atteinte bien plus tôt. D'ici le 30 septembre 2025, les associations régionales doivent adopter des décisions statutaires pour les plans régionaux ou les plans régionaux partiels qui fixent cette valeur de contribution des surfaces.

Dans la loi sur les zones éoliennes régionales (LWindGG), entrée en vigueur le 23 mars 2024, le Land de Rhénanie-Palatinat a stipulé que chacune des quatre communautés de planification de Rhénanie-Palatinat et le VRRN (VRRN, en ce qui concerne la partie rhénano-palatine) en tant que responsables de la planification régionale doivent atteindre, d'ici au 31 décembre 2026, des objectifs régionaux forfaitaires de 1,4 % de la superficie de leur région respective en désignant des zones éoliennes. Il est en outre stipulé que l'objectif minimal à atteindre en termes de superficie pour chaque région au plus tard le 31 décembre 2030 doit être fixé en fonction de sa capacité, sur la base d'une analyse du potentiel de superficie, à l'aide de mesures d'aménagement du territoire avec des objectifs régionaux partiels. L'objectif partiel final n'est pas encore connu du VRRN. Le Conseil des ministres de Rhénanie-Palatinat a approuvé dans son principe le projet d'une première loi régionale visant à modifier la loi régionale sur les zones éoliennes (ÄndG LWindGG) lors de sa réunion du 16 septembre 2025. Par courrier du 17 septembre 2025, le VRRN a été associée à la participation des associations des communes, villes et districts conformément à l'article 27, paragraphe 1, de la GGO, consultation d'autres instances conformément à l'article 28 de la GGO. En ce qui concerne l'état d'avancement de la décision relative à la nouvelle publication, la loi est encore en cours d'examen. La contribution territoriale du Land de Rhénanie-Palatinat, qui doit s'élever à au moins 2,2 % de la superficie du Land, doit être atteinte au plus tard le 31 décembre 2030 grâce à la désignation de zones éoliennes. Le projet de première loi régionale modifiant la loi régionale sur les zones éoliennes de Rhénanie-Palatinat (ÄndG LWindGG) stipule que pour atteindre cet objectif, des objectifs régionaux partiels doivent être fixés pour les régions des quatre communautés de planification de Rhénanie-Palatinat ainsi que pour la partie rhénano-palatine du VRRN. Cela a été fait sur la base d'une analyse du potentiel foncier à l'échelle du Land, réalisée par le ministère de l'Intérieur et des Sports de Rhénanie-Palatinat, différenciée pour chaque région en fonction de sa capacité de production. *(Remarque : le Landtag (parlement régional) de Rhénanie-Palatinat a adopté le projet de loi ÄndG LWindGG dans sa version actuelle le 10 décembre 2025. La partie rhénano-palatine de la région métropolitaine Rhin-Neckar doit donc atteindre 2,01 % d'ici au 31 décembre 2029). Les surfaces requises (objectifs régionaux en matière de surfaces partielles conformément à l'article 2,*

*paragraphes 1 et 2, de la loi ÄndG LWindGG) doivent être déterminées par une décision correspondante au plus tard le 31 décembre 2026 (1,4 % pour la partie rhénano-palatine du VRRN) et les surfaces requises conformément à l'alinéa 2 au plus tard le 31 décembre 2029 (2,01 % pour la partie rhénano-palatine du VRRN) en tant que zones prioritaires pour l'utilisation de l'énergie éolienne dans les plans d'aménagement du territoire régionaux. Afin d'atteindre les objectifs régionaux respectifs en matière de superficie partielle, l'excédent de superficie d'une région peut être transféré à une autre région. L'objectif régional final en matière de superficie partielle pour la partie rhénano-palatine de VRRN, qui doit être désigné avant le 31 décembre 2029 (décision statutaire), s'élève à au moins 2,01 % de la superficie de la région.*

En Hesse, la valeur contributive des surfaces a déjà été atteinte à la date butoir du 31 décembre 2027. Il n'existe pas encore de disposition législative précisant comment atteindre la valeur contributive des surfaces de 2,2 % à la date butoir du 31 décembre 2032.

En ce qui concerne la définition des zones prioritaires pour l'exploitation de l'énergie éolienne, la nouvelle situation juridique ne modifie que légèrement les exigences en matière d'aménagement du territoire. En revanche, la législation sur l'énergie éolienne terrestre introduit un changement de système en ce qui concerne l'exclusion des éoliennes dans certaines zones de la zone d'aménagement. Selon la situation juridique en vigueur jusqu'au 31 janvier 2023, les éoliennes étaient toujours des projets privilégiés dans les zones périphériques conformément à l'article 35 du BauGB. Cela signifie que, sauf si des intérêts publics s'y opposaient et que le raccordement était assuré, il existait un droit à l'autorisation et les éoliennes pouvaient en principe être autorisées et construites partout dans les zones périphériques. Seuls les responsables de l'aménagement du territoire ou de la planification régionale pouvaient contrôler la planification au moyen d'une planification dite « de concentration des surfaces » (article 35, paragraphe 3, phrase 3 du BauGB). Cette forme d'effet d'exclusion prendra fin au plus tard le 31 décembre 2027. Selon la situation juridique en vigueur à partir du 1er février 2023, seules les éoliennes continueront à bénéficier d'un traitement privilégié pendant une période transitoire. Cette période transitoire prendra fin lorsque l'autorité chargée de la planification aura désigné son contingent de surfaces partielles et au plus tard à l'expiration des dates butoirs pour les objectifs de surfaces partielles (31 décembre 2027 ou 31 décembre 2032). Dès que l'objectif partiel est atteint ou constaté, seules les éoliennes situées dans les zones éoliennes désignées dans le plan au sens de l'article 2 de la WindBG continueront de bénéficier d'un traitement privilégié. En dehors de ces zones éoliennes, les éoliennes sont des installations non privilégiées au sens de l'article 35, paragraphe 2, du BauGB. Elles ne sont généralement pas admissibles, car les projets non privilégiés portent généralement atteinte à au moins un intérêt public. Si l'objectif partiel n'est pas atteint à l'expiration de la date butoir correspondante, la conséquence juridique prévue à l'article 249, paragraphe 7, du BauGB s'applique. Les éoliennes restent donc privilégiées. En outre, les représentations dans les plans d'occupation des sols, les objectifs d'aménagement du territoire et les autres mesures d'aménagement du territoire ne peuvent être opposés à un projet éolien. Cela rendrait en effet impossible la planification de l'utilisation de l'énergie éolienne.

Afin de conserver la possibilité de contrôler l'utilisation de l'énergie éolienne dans la région métropolitaine Rhin-Neckar, tant au niveau communal que régional, il est absolument nécessaire d'atteindre les valeurs de contribution des surfaces. Le VRRN est consciente de cette responsabilité.

Avec la présente mise à jour du plan régional partiel pour l'énergie éolienne dans le cadre du Plan Régional Uniforme Rhin-Neckar, le VRRN remplit son obligation d'atteindre les valeurs de contribution par surface pour le territoire de la région métropolitaine Rhin-Neckar.